

Orient compliqué

# IRAN-ISRAËL : LE RISQUE D'UN EMBRASEMENT

La confrontation entre l'État hébreu et le régime des mollahs constitue un nouveau choc au Proche-Orient. Nul, aujourd'hui, ne connaît son ampleur ni sa durée mais de celles-ci dépendra le remodelage de la région aux conséquences majeures pour le reste du monde. *Par la rédaction de "Marianne"*

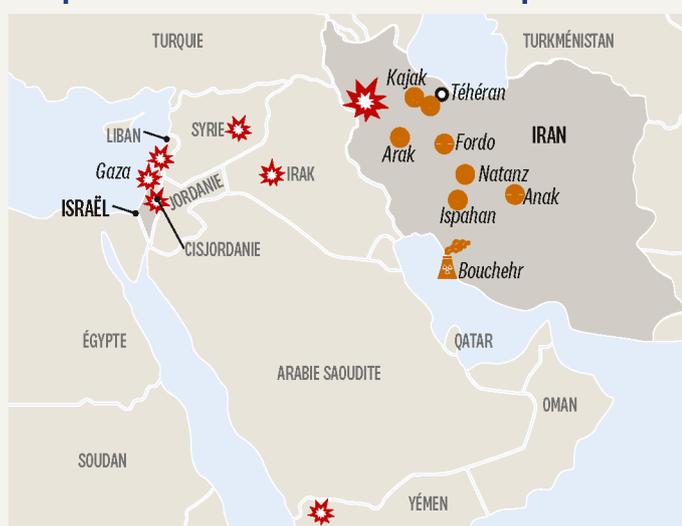
## Le programme nucléaire iranien est-il paralysé ?

Le succès tactique israélien est évident : de très haut gradés de l'armée des mollahs et des scientifiques majeurs du programme nucléaire iraniens tués, des sites d'enrichissement de l'uranium endommagés, et le ciel iranien dominé par l'armée de l'air et ses frappes synchronisées à des sabotages au sol d'agents du Mossad. Un coup de force justifié par Benjamin Netanyahu par le fait que Téhéran se rapprocherait du « break-out » : le moment où les mollahs disposent d'une quantité d'uranium suffisamment enrichi pour fabriquer la bombe nucléaire. « Le régime a dépassé les 60 % d'enrichissement et peut arriver à 90 % en quelques jours ou semaines, ce qui donne à Netanyahu de bonnes raisons de s'inquiéter », rappelle **Fahimeh Robiolle**, ancienne ingénieure nucléaire franco-iranienne. Mi-mai, le pays disposait, selon l'AIEA, de 408,6 kg d'uranium enrichi à 60 %. À 90 %, ce stock permettrait de créer plus de neuf bombes, mais l'agence indique dans son dernier rap-

L'interrogation prend de la vigueur : doit-on laisser le régime iranien des mollahs se doter de l'arme nucléaire ? Israël, directement menacé par Téhéran, y a répondu à sa manière. Depuis le 13 juin, son aviation mène des séries de frappes sur l'Iran, visant les sites militaires et nucléaires. L'opération a été baptisée « Rising Lion » (« Le lion se lève »). Depuis l'arrivée au pouvoir de Ruhollah Khomeyni, le père de la révolution islamique, ce régime islamiste ne cesse d'affirmer qu'« Israël doit être rayé de la carte », devenant même la capitale mondiale du négationnisme. Lancées au lendemain d'une résolution de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), les « frappes préventives » de l'État hébreu, selon les termes

employés par le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, visent aussi des scientifiques, ainsi que les cadres des gardiens de la révolution, bras armé du pouvoir à la pointe de la répression du mouvement « Femmes, vie, liberté ». Et, plus globalement, les dirigeants militaires. De quoi provoquer la colère de la République islamique d'Iran, qui réplique en faisant tomber une pluie de fusées sur les habitations du centre d'Israël. Lundi, les bilans officiels faisaient état, côté iranien, de 224 morts et de 1200 blessés et de 24 morts et 500 blessés, côté israélien. Cette guerre sera-t-elle à l'origine d'une recomposition géopolitique au Proche-Orient ? Pour tenter d'éclairer la situation, *Marianne* a interrogé sept spécialistes du sujet.

### Les opérations militaires menées actuellement par Israël



Fronts ouverts par l'État hébreu Installations nucléaires iraniennes Centrale nucléaire

#### États du Sud global militairement partenaires d'Israël

Asie : Corée du Sud, Inde, Philippines, Singapour, Thaïlande

Proche-Orient/Maghreb : Émirats arabes unis, Maroc

Afrique subsaharienne : Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Eswatini, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Ouganda, Rwanda, Togo

Amérique du Sud : Argentine

#### Principaux pays occidentaux ayant condamné l'action armée d'Israël en Iran

Espagne, Finlande

La guerre entre l'Iran et Israël vient battre en brèche le mythe d'un « Sud global » uni contre l'État hébreu, considéré comme la puissance belligérante, et, en face, un Occident la soutenant unanimement. Le Sud global – notion géopolitique selon laquelle les dominés s'opposent aux dominants, à un Nord global – n'apparaît pas ici comme une réalité tangible. Le caractère monolithique de ces deux blocs, Sud global versus Occident, est remis en question.

Sources : AFP, AIEA, USIP, ISIS, Ambassade d'Israël en France.



**DÉGÂTS** « Le niveau de destruction est sans précédent en Israël comme en Iran », souligne David Khalifa. Ci-dessus, une raffinerie touchée par des frappes israéliennes, près de Téhéran, le 15 juin.

port qu'elle « ne dispose d'aucune indication crédible d'un programme nucléaire structuré ».

Enrichir de l'uranium ne signifie pas disposer d'une bombe miniaturisée prête à l'emploi, ni même avoir les capacités balistiques pour s'en servir contre Israël. Et bombarder quelques sites stratégiques ne met pas un terme aux velléités atomiques du guide Ali Khameneï. Un site reste a priori inaccessible aux capacités israéliennes : l'usine d'enrichissement de l'uranium de Fordo, nichée à plus de 80 m sous une montagne. « Seuls les États-Unis ont les moyens militaires pour la neutraliser, avec des bombes qui pénètrent en profondeur avant d'exploser », détaille Étienne Marcuz, chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique, spécialiste des questions de dissuasion.

Les dégâts infligés par Israël sont donc significatifs, retardent effectivement Téhéran – notamment en décapitant la tête de pont de sa recherche scientifique –, mais ne détruisent pas ses capacités et renforcent peut-être même sa volonté, comme l'explique Étienne Marcuz : « La réponse potentielle la plus probable pour les Iraniens est de lancer le

sprint final vers l'arme nucléaire et de faire un test pour montrer qu'ils l'ont afin de sanctuariser leur territoire. » Antoine Margueritte

## Le régime des mollahs peut-il tomber ?

Et, si oui, est-ce la défaite militaire qui l'obligerait à abdiquer ou bien, hypothèse que semblent privilégier nombre d'observateurs étrangers, est-ce la colère de la rue contre l'entêtement des mollahs, des gardiens de la révolution et du guide suprême qui pourrait venir à bout de ce régime politico-religieux tenant le pays (88 millions d'habitants en 2025) d'une main de fer depuis la chute du shah et la révolution de 1979 ?

D'un point de vue militaire, après trois premières journées de frappes israéliennes, le journaliste italo-iranien Ahmad Rafat estimait que leur ampleur était très importante mais « pas suffisante » pour faire vaciller les forces armées du pays ou « déclencher une crise politique intérieure ». Et d'ajouter que « les chefs militaires et les scientifiques du programme nucléaire qui ont été tués dans les premiers bombardements ont déjà été remplacés.

Il y avait une relève ». Ahmad Rafat considère en outre qu'en l'état actuel « l'opposition politique dans le pays n'est pas suffisamment organisée, [qu']elle ne peut pas représenter une solution ». Pour cause : la répression sanglante du mouvement « Femmes, vie, liberté » [le soulèvement populaire qui a fait suite à l'assassinat en septembre 2022 de Mahsa Amini, 22 ans,] s'est soldée par le bâillonnement des voix d'opposition, souvent contraintes à l'exil. Sauront-elles se faire entendre à nouveau, notamment depuis l'extérieur ? Ce sera d'autant plus compliqué, insiste Ahmad Rafat, que « l'Iran est un pays immense composé de plusieurs ethnies : les ethnies turques, kurdes, baloutches, par exemple, pourraient déclarer l'indépendance dans leurs régions. Or, personne ne veut d'un tel scénario... » Le journaliste n'exclut cependant pas une sorte de coup d'État en douceur : « Certains dirigeants de l'aile réformiste commencent à évoquer la possibilité de remplacer le guide suprême par son fils Mostafa », considéré comme plus « modéré ».

Pour le géopolitologue **Frédéric Encel**, auteur de *La guerre mondiale n'aura pas lieu* (Odile Jacob), « les coups portés par Israël ne sauraient être un facteur déclenchant pour la chute de ce régime qui est contesté en interne sur le plan socio-économique. D'autant que les populations n'apprécient guère d'être libérées par des forces étrangères, même s'il s'agit d'un régime détesté ». Son de cloche dissonant chez **Emmanuel Razavi**, grand reporter et spécialiste du Moyen-Orient, auteur de *La Face cachée des mollahs*. Lui estime que « les Iraniens sont à bout [...] Dans ce pays très jeune, dit-il [moyenne d'âge : 32 ans], les gens n'ont connu que la dictature des mollahs. Deux tiers du pays sont en stress hydrique, une personne sur deux vit sous le seuil de pauvreté, il y a des coupures d'électricité très régulièrement, un taux de suicide en hausse et une inflation incontrôlée. Une boîte de paracétamol coûte 80 €. Une grande partie de la population veut voir le régime tomber... » **Emmanuel Tellier**, avec **Ariel Dumont**

## Sur quels alliés peut compter l'Iran ?

Jusqu'au 7 octobre 2023, le régime des mollahs pouvait s'appuyer sur de précieux soutiens dans la région. En Syrie, la famille Assad jusqu'à la chute de Bachar. Une page s'est tournée. L'Iran ne peut plus vraiment compter non plus sur les « proxies », ces partenaires non étatiques que sont le Hezbollah, au Liban, et le Hamas, à Gaza, particulièrement affaiblis depuis la riposte militaire israélienne. C'était le fameux « axe de la résistance », selon la formule de Téhéran. Il est désormais en grande partie défait. Au Yémen, les rebelles houthis, soutenus par l'Iran contre l'Arabie saoudite, continuent d'envoyer des missiles vers Tel-Aviv au nom des Palestiniens. Mais, sous le feu d'Israël et des États-Unis, leur force est limitée. L'Iran soutient également des milices chiites armées en Irak. Depuis le début de la guerre entre Israël et l'Iran, la Russie et la Chine, réputées proches de Téhéran, préfèrent appeler à l'apaisement. Le Qatar et la Turquie entretiennent une position ambiguë, l'affaiblissement de l'Iran servant aussi leurs intérêts. Les territoires sunnites ne regrettent en rien le déclin du grand rival chiite, au contraire. Ainsi, ces dernières années, l'influence iranienne dans la région a considérablement diminué. Les cartes sont en train d'être rebattues, et tout porte à croire que le régime des mollahs sera le grand perdant de la reconfiguration au Proche-Orient. **Rachel Binhas**



**CHUTE ?** « Les coups portés par Israël ne sauraient être un facteur déclenchant pour la chute de ce régime qui est contesté en interne », affirme Frédéric Encel. Ci-dessus, Ali Khamenei, à Téhéran le 15 avril.

## Jusqu'où peut aller le conflit ?

Les déclarations ont de quoi inquiéter. Dimanche, Téhéran promettait une « réponse dévastatrice » aux attaques israéliennes, affirmant même qu'Israël ne serait bientôt « plus habitable ». De son côté, le même jour, Benjamin Netanyahu affirmait que « l'Iran paiera un prix très lourd pour le meurtre prémédité de civils, de femmes et d'enfants » au sein de l'État hébreu. Si les mots peuvent agir comme une intimidation visant à déstabiliser l'adversaire, la situation est telle que les proclamations guerrières sont entendues avec gravité par la communauté internationale. Après avoir condamné le programme nucléaire iranien, Emmanuel Macron a appelé à l'apaisement : « Pour ne pas mettre en péril la stabilité de toute la région, j'appelle les parties à la plus grande retenue et à la désescalade. » Le bilan des pertes humaines s'alourdissant chaque jour un peu plus des deux côtés.

Doit-on s'attendre à une guerre d'usure, aussi appelée guerre d'attrition ? Pour **David Khalfa**, cofondateur du groupe de réflexion Atlantic Middle East Forum (Amef) et codirecteur de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de la Fondation Jean-Jaurès, « le scénario existe mais demeure peu probable ». Selon le spécialiste, cela s'explique par « la supériorité militaire écrasante d'Israël et notamment de son armée de l'air, qui règne dans la partie occidentale de l'Iran ». Dans un pays qui fait la taille de deux départements français, l'économie ne peut être à l'arrêt dans la durée.

« Les fondamentaux de la doctrine militaire israélienne sont clairs : il s'agit de compenser l'infériorité démographique et géographique de l'État juif par rapport au monde arabo-musulman, par une supériorité technologique en faisant en sorte que les guerres soient les plus courtes possibles et se déroulent sur le territoire ennemi », ajoutait-il. Est-ce à dire que cette guerre sera éclair ? Pas si simple. « Le conflit peut se prolonger, dans la mesure où l'Iran est un pays très vaste dont les infrastructures militaires, notamment balistiques et nucléaires, ont été disséminées sur l'ensemble du territoire », observe David Khalfa. À ce jour, le pays disposerait de 2 000 à 2 500 missiles balistiques. « Téhéran pourrait aussi faire le choix d'étirer le conflit en longueur en continuant à bombarder quotidiennement les grandes villes d'Israël pour y terroriser la population civile, souligne le chercheur. Pour cela, le régime des mollahs pourrait réduire la quantité de missiles tirés quotidiennement pour préserver son stock et frapper Israël dans la durée. » Mais aucun des deux pays n'a les moyens ni l'intérêt de faire durer les opérations. « Le niveau de destruction aujourd'hui est sans précédent en Israël comme en Iran, dont l'appareil d'État est en train d'être décapité. Cette guerre devrait durer quelques semaines, tout au plus », présume l'auteur de *Israël-Palestine, année zéro* (Le Bord de l'eau, 2024).

La troisième guerre mondiale est-elle possible ? À ce stade, rien ne peut le laisser penser. Le jeu des alliances est faible, la régionalisation du conflit, aujourd'hui, limitée, et l'idéologisation, incomparable à ce qu'a connu le monde en 1939-1945.



**ALLIÉS** La probabilité qu'Israël ait mené ses frappes sans l'aval des États-Unis reste faible : « Le pays a besoin d'un soutien tacite des Américains mais aussi de leur coopération active », estime Bruno Tertrais. Ci-dessus, Donald Trump, à Fort Bragg, en Caroline du Nord, le 10 juin.

« Ce conflit restera selon moi localisé car aucun État ne viendra soutenir l'Iran », estime le géopolitologue Frédéric Encel. **R.B.**

## Quel rôle pour Donald Trump ?

L'attaque d'Israël contre l'Iran intervient-elle à un moment opportun pour Donald Trump ? Le président des États-Unis s'était mis en tête de négocier avec Téhéran afin d'aboutir à un texte sur le nucléaire. En échange d'une levée des sanctions qui paralysent l'économie iranienne, l'Américain souhaite empêcher la République islamique de se doter de l'arme atomique et exige le renoncement complet du pays à l'enrichissement de l'uranium. Ce processus intervient sept ans après que Trump décide de retirer les États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien, conclu en 2015 par l'administration Obama. « Je ne veux pas qu'ils interviennent parce que cela ferait tout capoter », avait ainsi prévenu Trump, la veille de l'attaque, à propos des Israéliens. Selon **Bruno Tertrais**, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique, la probabilité qu'Israël ait mené ces frappes sans l'aval des États-Unis reste toutefois très faible – voire nulle : « Le pays a besoin au minimum d'un soutien tacite des Américains, mais également de leur coopération active. » Il n'est par ailleurs pas impossible, poursuit l'expert, que les deux pays se soient mis d'accord pour fomenter une « attaque surprise » alors que des négociations étaient en cours avec l'Iran. **Chloé Semat**

## Le conflit augmente-t-il la menace terroriste en France ?

Les services de renseignement français sont évidemment sur le qui-vive. « En l'état actuel des choses, cela ne serait pas l'intérêt du régime de Téhéran de se mettre la France à dos en opérant des attentats sur son sol, nous confie une source haut placée. Mais nous restons vigilants, les services secrets iraniens sont de longue date très actifs en France. » De mémoire d'agents de la DST – le nom du contre-espionnage français avant la DGSI –, on se souvient de l'attentat contre Châpour Bakhtiar, l'ex-Premier ministre du shah d'Iran, égorgé à son domicile de Suresnes en 1991 par trois membres d'un commando. Chargé de l'enquête, le juge Jean-Louis Bruguière avait démontré l'implication du patron des services secrets de la République islamiste comme ayant commandité et planifié l'assassinat. Un ancien du contre-espionnage français a encore en tête une perquisition opérée à l'ambassade d'Iran à Paris, avenue d'Iéna, à deux pas du Trocadéro, et de la découverte d'un stock d'armes ! « Si le régime des mollahs est acculé, tout sera envisageable de leur part, y compris l'envoi de commandos capables de commettre des attentats sur le sol français », redoute cette source.

En attendant, depuis les années 1980, les services secrets français et iraniens se livrent surtout à un jeu de cache-cache concernant le « matériel à double usage », c'est-à-dire les équipements industriels pouvant intervenir dans la fabrication de la bombe atomique. Par exemple, les barattes servant à la fabrication du beurre peuvent être utilisées comme centrifugeuses à uranium. Autre jeu du chat et de la souris : la « récupération » de

plusieurs ingénieurs atomistes iraniens ayant fait défection et accueillis en France. Selon une source proche des services, une grande partie des « illégaux » iraniens dans l'Hexagone, ces agents secrets « dormants » opérant dans la nature, aurait des objectifs en lien avec la fabrication de la première bombe nucléaire chiite. Pour autant, ce réseau de clandestins, implanté en France au milieu d'une importante communauté iranienne, historiquement hostile au régime des mollahs, peut-il faire craindre des attentats ? « À ce stade, nous devons rehausser la protection de la communauté juive en France », admet une source de l'univers du renseignement. Autre sujet d'inquiétude, le sort des personnes arrêtées le 7 mai 2022 à Téhéran pour « espionnage ». Plus que jamais, ils sont considérés à Paris comme « otages d'État ». **Laurent Valdigué**

## Risque-t-on un choc pétrolier ?

Un conflit au Moyen-Orient est souvent synonyme de fortes turbulences pour l'économie mondiale. Si celui qui oppose Israël et l'Iran perdure, c'est d'abord sur le marché de l'énergie que les conséquences pourraient être le plus visibles. Dès le 13 juin, en réaction aux bombardements israéliens, les prix du pétrole avaient déjà bondi de 10 %. Une secousse, certes, mais qui prouve la fébrilité des marchés et leur crainte de voir la situation s'envenimer davantage. La flambée des cours semble toutefois limitée pour le moment. Si l'Iran demeure dans le top 10 des pays producteurs de pétrole, son importance a diminué dans l'économie mondiale au gré du durcissement des sanctions économiques américaines ces dernières années. Ainsi, les exportations de l'or noir iranien sont aujourd'hui presque exclusivement destinées à la Chine. Si l'Iran venait à ralentir ou à arrêter sa production, les États de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pourraient décider d'augmenter leur production, et d'autres pays, comme l'Arabie saoudite, pourraient prendre le relais et combler ce trou.

Mais pour l'Europe, et plus particulièrement pour la France, un scénario noir verrait l'Iran décider de fermer le détroit d'Ormuz, cet étroit passage qui relie le golfe Persique et la mer d'Arabie. Un tiers du gaz naturel liquéfié et 20 % des exportations mondiales de pétrole se retrouveraient menacées. Le prix du baril pourrait exploser et entraînerait rapidement des répercussions sur les prix à la pompe. Le trafic maritime mondial serait profondément perturbé, les coûts du transport augmenteraient et les prix de l'ensemble des biens importés en France flamberaient. Mais ce levier n'a jamais été utilisé à ce jour.

**Emilien Hertement**